

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 29/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PCAS

Route d'Avignon
30390 Aramon

Références : -
Code AIOT : 0006600430

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2024 dans l'établissement PCAS implanté RTE D'AVIGNON 30390 ARAMON. L'inspection a été annoncée le 08/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2024 "Gestion des by-pass / shunt au sein des établissements Seveso seuil haut, ayant une activité de production".

Les shunts et by-pass d'un équipement effectués lors des interventions ou travaux sur une installation industrielle peuvent conduire à des situations accidentelles, notamment lors du redémarrage de celle-ci. Le retour d'expérience accidentologique dénombre plusieurs accidents dont certains ont eu de graves conséquences, notamment lorsque les shunts et by-pass concernent des matériels et équipements ayant une fonction de sécurité. Le secteur de l'industrie chimique est particulièrement concerné (49 % des événements recensés) compte tenu de l'instrumentation

importante des process dans ce secteur d'activité.

Cette inspection porte notamment sur le mode opératoire et la procédure de shunt et by-pass définis par l'exploitant de l'installation, l'enregistrement des actions de shunt et by-pass, l'habilitation et la formation du personnel autorisé à effectuer ces opérations ainsi que sur la communication entre les équipes chargées de l'installation au sein du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PCAS
- RTE D'AVIGNON 30390 ARAMON
- Code AIOT : 0006600430
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société PCAS (ex EXPANSIA) est intégrée au groupe français SEQENS (ex NOVACAP) depuis 2017. SEQENS, créé en 2003, est un acteur mondial intégré en solutions pharmaceutiques et ingrédients de spécialités.

L'usine PCAS située sur la commune d'Aramon, exploitée depuis 1973, est située à 3 km au nord-est du centre d'Aramon, le long de la départementale D2, sur un terrain d'une superficie de 6,5 ha. Il n'y a pas d'habitations dans un rayon de 300 m. A 400 m au nord-ouest du site se trouve une voie ferrée réservée principalement aux transports de marchandises. L'exploitant est propriétaire de 14 ha de terrains autour des installations.

L'usine fabrique des produits chimiques intermédiaires destinés à la fabrication de principes actifs pharmaceutiques, principalement pour Beaufour Ipsen à hauteur de 40 % de la production et pour le laboratoire Pfizer. Le site dispose de 23 réacteurs d'une capacité totale de 100 m³, pour la mise en œuvre de réactions chimiques diverses (bromation, hydrogénation, réduction...). Il compte environ 145 employés dont 80 personnes en production. Les ateliers de l'usine fonctionnent soit en 2*8 soit en 5*8.

Le site relève du régime de l'autorisation avec le statut SEVESO seuil bas. La dernière mise à jour de l'étude de dangers du site a été remise en janvier 2021.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Shunt

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Présence d'une procédure SGS	AP Complémentaire du 04/10/2007, article 7.2	Demande d'action corrective	1 mois
4	Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
3	Revue de la procédure SGS	AP Complémentaire du 04/10/2007, article 7.2	Sans objet
6	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'organisation en place jusqu'à maintenant pour la gestion des shunts et des by-pass n'apparaît pas suffisamment robuste au regard des enjeux du site et des retours d'expérience d'incidents/accidents sur ce sujet sur les sites industriels avec du procédé industriel. Conscient de la nécessaire évolution de la gestion des shunts/by pass sur le site d'Aramon, l'exploitant a rédigé au cours de ce 1er semestre 2024 une procédure sur la gestion de ceux-ci, référencée « Shunt et by pass » doc-00022142/v0.3. L'inspection a été menée sur la base de cette procédure qui est en cours de signature au niveau groupe SEQENS. La procédure de gestion des shunts et des by pass sur le site concerne les dispositifs de sécurité identifiés comme EIPS (barrière de sécurité) ou les MMR. Elle est accompagnée de la fiche de shunt et by pass qui formalise étape par étape la demande de shunt ou by-pass, l'analyse du risque avec les mesures compensatoires, la validation de l'opération, la condamnation et la remise en service des shunts et by pass. L'exploitant se projette avec cette procédure dans une gestion structurée des shunts et by-pass. Cette procédure reste à être annexée au système de gestion des risques, et appelle quelques observations de la part de l'inspection détaillées dans les constats ci-dessous. En particulier, l'exploitant est invité à poursuivre sa réflexion sur cette procédure en ce qui concerne la détermination d'un délai maximal de shunts / by-pass et la mise en place de points d'échanges périodique sur le sujet afin d'assurer la communication entre les équipes chargées de l'installation au sein du site. Aussi, de par le manque de lisibilité du cahier de shunt actuellement utilisé, l'inspection demande à l'exploitant de reprendre les shunts et by-pass "en cours d'existence" selon les modalités précisées dans cette nouvelle procédure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Principes généraux de prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Actions nationales 2024, Organisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour toute opération de shunt/by-pass nécessaire sur son site d'Aramon, l'exploitant ne dispose à ce jour que d'un cahier de shunt/by-pass tenu par le service maintenance. Ce cahier a pu être consulté par l'inspection mais il s'avère peu exploitable pour toute personne n'ayant pas participé à sa rédaction de part le manque d'information y figurant. A noter toutefois qu'il ne peut s'agir de shunt/by-pass de barrière de sécurité, mais que tout shunt/by-pass de MMR n'est pas autorisé. Selon l'exploitant, il y a environ 15 à 20 shunts ou by-pass par an sur des barrières.</p> <p>Cette organisation n'apparaît pas suffisamment robuste au regard des enjeux du site et des retours d'expérience d'incidents/accidents sur ce sujet sur les sites industriels avec du process.</p> <p>Conscient de la nécessaire évolution de la gestion des shunt/by-pass sur le site d'Aramon, l'exploitant a rédigé cette année une procédure sur la gestion de ceux-ci (procédure SEQENS « Shunt et by pass » référence Doc -00022142/v0.3) qui est en cours de signature dans le DIGIQUAL (centralisation des procédures du groupe). Le draft de cette procédure a été présenté à l'inspection lors de la visite. Elle concerne les dispositifs de sécurité identifiés comme EIPS (barrière de sécurité) ou les MMR. Elle est accompagnée de la fiche de shunt et by-pass qui formalise étape par étape la demande de shunt ou by-pass, l'analyse du risque avec la détermination des mesures compensatoires, la validation de l'opération, la condamnation et la remise en service des shunts et by-pass.</p> <p>Les différents responsables sont identifiés pour chaque étape : les responsables HSE ou sécurité des procédés sont compétents pour valider le shunt (apposition de visa), et un responsable d'exploitation ainsi qu'un responsable de travaux apposent leurs visas au début et à la fin de l'opération. Lors de la remise en service des installations, l'intervenant ainsi que l'exploitant complètent l'autorisation de dépose du shunt.</p> <p>Cette procédure encadre les situations de shunt et by-pass dans la configuration d'une maintenance programmée ainsi que dans le cadre d'un dysfonctionnement non réparable dans un délai acceptable pour la production. Elle précise les modalités de suivi et de traçabilité des actions. Le cas de demande de shunt ou by-pass hors heures ouvrées est également traité.</p> <p>Dans la mesure où cette procédure est en cours de signature groupe, la suite des constats établis dans le cadre de cette action nationale « shunt/by-pass » ne concernera que cette nouvelle organisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Présence d'une procédure SGS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/10/2007, article 7.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Procédure
Prescription contrôlée : 3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : L'exploitant précise que la fréquence de révision de la procédure est prévue tous les 5 ans. Il indique également qu'un contrôle de l'application de la procédure pourra être fait lors des visites sécurité après la mise en place de celle-ci. Des audits groupe sont réalisés tous les 2 ans à partir de cette année mais peuvent concerner d'autres thématiques et ne sont pas spécifiques aux shunts. L'exploitant n'a pas prévu d'intégrer la procédure shunt et by-pass dans le SGS (Système de Gestion de la Sécurité). L'inspection demande à l'exploitant d'intégrer la procédure shunt et by-pass au SGS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Revue de la procédure SGS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/10/2007, article 7.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Procédure
Prescription contrôlée : 3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : La fréquence de révision de la procédure shunt et by-pass est prévue tous les 5 ans. L'exploitant a indiqué qu'un contrôle de l'application de la procédure pourra être fait lors des visites sécurité après la mise en place de celle-ci. Des audits groupe sont réalisés tous les 2 ans à partir de cette année mais peuvent concerner d'autres thématiques et ne sont pas spécifiques aux shunts.

N° 4 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

Thème(s) : Actions nationales 2024, Procédure

Prescription contrôlée :

B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

Constats :

La procédure ainsi que la fiche shunt et by-pass précisent les conditions de désactivation des mesures de maîtrise des risques (MMR) et les conditions de maintien du niveau de sécurité.

Cette procédure permet de formaliser et tracer la gestion de ceux-ci. Une analyse de risques est menée incluant la description des scénarios, la présence ou non de redondance, le renforcement de la communication et de la surveillance. La procédure prévoit que les mesures compensatoires soient inscrites sur la fiche. Les mesures compensatoires ne sont pas prédéfinies pour les MMRi mais fixées lors de l'analyse du risque.

L'exploitant n'a pas déterminé dans sa procédure de durée maximale de shunt/by-pass pour les MMRi et les barrières de sécurité. Il précise que la durée est définie en fonction de l'analyse du risque et des mesures compensatoires prévues. La présence de 2 lignes dans la fiche de suivi des shunts permettrait de relancer les vérifications.

Après la mise en place du shunt, le responsable d'exploitation et le responsable pôle atelier doivent viser le classeur de shunt au moins une fois par semaine.

La procédure prévoit également que le classeur contenant les fiches de shunt et by-pass soit présent dans chaque atelier. Le responsable d'exploitation a la charge d'informer ses équipes de la présence d'un shunt. La communication aux équipes se fait via le cahier de consignes.

Des consignations peuvent être faites lors d'un by pass. L'exploitant indique que celles-ci sont matérialisées par une étiquette et un cadenas. Il n'y a pas de matérialisation d'un shunt ou by-pass sur le synoptique de l'automate. Il n'y a pas d'étiquette pour les consignations électriques.

L'inspection relève trois points sur lesquels des précisions sont attendues :

- cette procédure n'impose pas volontairement une durée de shunt maximale. Ce critère apparaît

<p>toutefois un garde-fou efficace lorsqu'il existe, tout particulièrement sur les MMRI valorisées dans l'étude de dangers, afin d'éviter toute dérive sur ce sujet, en imposant la réalisation d'une étude de risque complémentaire pour toute demande de délai plus long ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - des points d'échanges de suivi des shunts/by-pass en place, dont la périodicité reste à fixer, mériterait d'être précisé (lors des réunions direction / HSE et maintenance à titre d'exemple), dans la mesure où l'information des shunts/by-pass en cours est disponible uniquement à l'atelier et au service technique. - une traçabilité des shunt/by-pass en place au moment du changement de quart des équipes en atelier pourrait être prévue.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Actions nationales 2024, Mise en œuvre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.</p> <p>L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</p> <p>Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p>
<p>Constats :</p> <p>La procédure objet de la présente inspection étant en cours de validation, l'inspection n'a pas pu vérifier que les mises en place de shunt/by-pass relevées sur le site sont effectuées selon les procédures définies par l'exploitant. Par contre, l'inspection s'est intéressée aux types de shunt relevés, à leur suivi et à leur repérage sur place.</p> <p>4 shunts étaient en cours lors de la visite d'inspection (consultation du cahier de shunt/by-pass tenu par le service maintenance). En présence de l'équipe électricité/instrumentation en poste au jour de la visite, l'inspection s'est intéressée par sondage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au shunt intitulé « relais KA3 ARM0710 - 2e seuil explo dräger R07 débranché » du 04/10/2023, sur lequel l'exploitant n'a pas su donner suite lors de la visite, par manque d'information annotée et ne retrouvant pas de quel équipement il s'agit ;

<p>- au shunt « explosimètre caniveau AT11 » du 21/03/2024 : il s'agit d'un explosimètre hors service au niveau de l'atelier 11, devant être remplacé. L'inspection a constaté la consignation de l'explosimètre sur place et la présence d'une balise mobile en mesure compensatoire dans ce même atelier dans l'attente du remplacement de l'explosimètre fixe prévu sous peu.</p> <p>- au shunt « bilame cuve S213 S215 » : l'exploitant a pu confirmer une fois sur site qu'il s'agit de la sécurité de la pompe, protégeant la pompe en elle-même, et ne concernant pas ainsi une barrière de sécurité.</p> <p>L'inspection relève effectivement qu'aucun shunt / by-pass de MMRI n'est en place, mais le présent constat confirme que l'organisation actuelle sur site relative à la gestion des shunt / by-pass n'est pas suffisamment robuste au regard des enjeux du site. Il est demandé à l'exploitant de reprendre de manière exhaustive les shunts / by-pass en cours sur le site concernant une barrière de sécurité et de mettre en place leur suivi et traçabilité conformément à la procédure de shunt et by-pass présentée en inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation -les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ; - l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; - les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une

intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, les shunts en cours étaient tracés dans le cahier de shunts mais les mesures compensatoires n'étaient pas formalisées dans ce document.

Lors de la mise en place de la nouvelle procédure, ceux-ci seront inscrits dans une fiche de shunts placée dans un classeur. Ce classeur sera disponible dans chaque atelier. Après la mise en place du shunt, le responsable d'exploitation et le responsable pôle atelier doivent viser le classeur de shunt au moins une fois par semaine. Il n'y a pas de durée définie du shunt pour les MMRI. L'exploitant a précisé que la durée était définie en fonction de l'analyse du risque et des mesures compensatoires prévues. La présence de 2 lignes dans la fiche de suivi des shunts permettrait de relancer les vérifications.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A

Thème(s) : Actions nationales 2024, Formation du personnel et entreprises extérieures

Prescription contrôlée :

A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.

Il assure :

- le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;
- la tenue à jour des procédures ;
- le test des procédures incident/ accident ;
- la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.

Ces actions sont tracées.

Constats :

La procédure shunt et by pass prévoit la formation du personnel pour certaines fonctions/rôles. La formation spécifique (FS) est dispensée aux personnes habilitées à signer la fiche de shunts. Deux sessions de formation sont prévues cette année : semaine du 17 au 21 juin 2024 et la semaine en septembre/octobre 2024 sur les autorisations de travail et shunts et by-pass. L'inspection rappelle en complément qu'une traçabilité du sujet devra être mise en place par l'exploitant pour le personnel concerné, afin de s'assurer de la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées au shunt/by-pass des barrières de sécurité et MMRI. En complément, la question de la formation/habilitation des entreprises extérieures pouvant être impliquées est à prendre en compte dans la mise en place de la procédure de shunt et by-pass.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois